

Intervention SNESUP au congrès de la FSU 2019

Jeudi dernier la **mobilisation a été historique**. Elle doit se poursuivre activement et se renforcer. Est-ce utile de le redire ? Nous n'avons pas d'autre choix que de gagner.

Dans les cortèges, l'enseignement supérieur et la recherche ont été visibles partout en France et la mobilisation des collègues a été significative malgré les nombreuses intimidations pour les contraindre à se déclarer grévistes à l'avance et à rattraper les cours ou examens perturbés par le mouvement de grève dans la lignée de la privation croissante de nos libertés académiques.

Avec leurs collègues du second degré, les enseignants-chercheurs recrutés tardivement et à la carrière morceléeseraient eux aussi particulièrement impactés par la réforme des retraites et menacés par une perte de pension de 20 à 40%. La non prise en compte des années d'études et des années à l'étranger, la quasi absence de primes et de la précarité très importante dans notre secteur.

Nous concernant plus particulièrement, **la loi de programmation pluriannuelle de la recherche** en préparation ne nous rassure en rien. Le SNCS l'a déjà évoquée. Les mesures envisagées prévoient l'accentuation du financement sur projet, davantage de dérogations et la casse des statuts. En effet, de l'avis de certains dont la Conférence des Présidents d'Université, les modifications de la loi Fonction Publique ne vont pas assez loin dans la dérégulation. Il faudrait encore plus de souplesse, de réactivité, de flexibilité, de concurrence et d'ancrage économique... le tout au service du dogme de l'excellence internationale. Emmanuel Macron lui-même l'a affirmé: « *le système français de la fonction publique est ou statutaire ou précaire, sans continuum* », et il « *crée de la désincitation* ». Il faudrait donc, pour « motiver les troupes », rompre avec ce système « non performant », dicit le président de la république. L'avenir de la recherche et de l'enseignement supérieur passerait ainsi pour le gouvernement par des contrats de 6 à 9 ans, ou des contrats qui dureraient juste le temps d'un projet scientifique, et par un recrutement dérogeant au principe du concours pour quelques « talents », les tenure track, chargés de coordonner le tout.

Alors même que la préparation de la loi de finances 2020 reconduit l'austérité dans notre ministère, la Ministre Vidal ose brandir cette loi de programmation comme une baguette magique qui résoudrait en une seule fois tous les problèmes, y compris ceux de la revalorisation des carrières et des pensions. Avec quels moyens budgétaires ? La question reste posée. En attendant, la précarisation et la souffrance s'installent. Celles des agents mais également celles des usagers.

Le 8 novembre dernier, un étudiant et syndicaliste de l'université de Lyon 2 s'est immolé par le feu et a revendiqué la valeur hautement politique de son geste. Conditions de vie et d'études devenues trop difficiles, insupportables. Celles-là même que des centaines de milliers d'étudiant·e·s vivent au quotidien.

Contre toutes les attaques de notre modèle social qui produisent toujours plus de précarité, le SNESUP entend lutter activement et à tous les niveaux, conformément à la décision de son congrès en juin dernier qui a consacré l'année 2019-2020, année de la précarité:

La démocratisation de l'accès aux études supérieures et la réussite des étudiant·es nécessitent des moyens et une volonté politique dont nous mesurons chaque jour l'absence dans nos établissements, dans nos enseignements et dans nos laboratoires.

Ce congrès de la FSU doit nous permettre de renforcer nos mandats et de leur donner encore plus de sens, en les inscrivant collectivement dans **une continuité allant de la maternelle à l'enseignement supérieur, incluant la recherche au service de l'intérêt général et d'un avenir pour toutes et tous.**

Bon congrès, vive la FSU !